

PLFSS 2023 : PLUS DE 3 MILLIARDS D'EUROS D'ECONOMIES SUR LE MEDICAMENT !
Un projet qui tourne le dos à l'innovation, sonne le glas des ambitions industrielles de la France et menace à terme l'accès des Français à leurs médicaments

Le gouvernement présente, sans aucune concertation préalable, un PLFSS 2023 totalement déconnecté des besoins de la population française en médicaments et de la réalité de nos entreprises.

En effet, le montant de l'enveloppe consacrée aux dépenses de médicaments pour 2023 semble sciemment fixé en deçà des besoins de la population ; il est 7% inférieur aux dépenses de médicaments pour 2022 (24,6 milliards d'euros alloués en 2023, contre 26,4 milliards d'euros de dépenses estimées pour 2022).

De surcroît, ces décisions interviennent alors que le pays n'a pas encore surmonté la crise du covid, que les patients peinent à accéder en France aux innovations les plus récentes, et que l'inflation et la politique de prix du gouvernement mettent à mal le modèle de recherche, d'innovation et de production industrielle de l'ensemble des acteurs du secteur ; la survie de nombreuses PME qui produisent des médicaments indispensables est en péril.

Ce projet de texte contredit ouvertement les engagements des Conseils Stratégiques des Industries de Santé de 2018 et 2021 (« Plan Innovation Santé 2030 ») et consacre le renoncement à toute ambition de souveraineté sanitaire, pour s'inscrire dans une logique purement comptable.

Plusieurs mesures envisagées par le Gouvernement aggraveront les difficultés d'accès aux médicaments que rencontrent déjà les Français, en augmentant les risques de ruptures d'approvisionnement et en freinant l'accès à l'innovation.

« Ce projet tourne brutalement la page d'un quinquennat de réformes destinées à améliorer non seulement l'attractivité du pays mais surtout à assurer que nos concitoyens aient accès aux innovations et à un approvisionnement stable en médicaments. Nous en appelons au Président de la République et au Gouvernement pour revoir ce projet en profondeur et faire le choix de l'innovation, de l'investissement et de la croissance, plutôt que d'opter pour une politique de destruction de valeur et d'emplois, qui pénalisera à terme la santé des Français », déclare Thierry Hulot, président du Leem.

Le Conseil d'administration du Leem tiendra ce soir une réunion exceptionnelle pour tirer toutes les conséquences des annonces du gouvernement.

Contacts presse :

Stéphanie BOU - 06 60 46 23 08 - sbou@leem.org

Virginie PAUTRE - 06 31 86 82 70 - vpautre@leem.org

Alice ROZNOWIEZ - 06 08 97 50 49 - aroznowiez@leem.org